

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 20 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4

OBJET DE LA DECISION

N° 23/109

**ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 50 000 EUROS A
L'ASSOCIATION DE
PREVENTION ET D'AIDE A
L'INSERTION (APEA) -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/109

BUREAU DU 20 MARS 2023

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 50 000 EUROS A L'ASSOCIATION DE PREVENTION
ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA) - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 02 mars 2023,

VU le projet de convention d'objectifs ci-annexé,

CONSIDERANT que l'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion (APEA), a pour objet la mise en œuvre d'actions de prévention spécialisée, l'insertion sociale et professionnelle, l'hébergement et l'accès à un logement, le soutien et l'accompagnement des familles à la scolarité, la santé et l'accès aux soins, du diagnostic, du développement, de l'évaluation et de la formation sur plusieurs communes de l'agglomération (ouest),

CONSIDERANT que la demande de subvention de l'APEA a pour objet de renforcer l'action de prévention spécialisée, particulièrement auprès des jeunes en difficulté et de leurs familles sur plusieurs communes de l'ouest,

CONSIDERANT qu'il appartient à la Métropole, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, d'assurer une médiation dans le cadre de la prévention de la délinquance auprès d'un public de jeunes mineurs, de jeunes adultes en difficulté, de familles et de personnes isolées, par un travail en réseau avec les différents acteurs de l'insertion, du développement social urbain, du logement, de la santé et de la prévention,

CONSIDERANT qu'il s'agit, par cette subvention, de soutenir et de renforcer les actions de prévention spécialisée sur les communes de La Seyne-sur-Mer et de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT qu'il convient de soutenir ces actions en attribuant à cette association une subvention pour la réalisation de ses actions,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER à l'APEA une subvention de 50 000 euros (cinquante mille euros).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs avec l'APEA, ci-annexée.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération N°5262 article N°65748 du Budget Principal 2023.

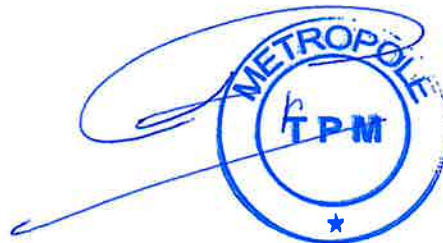
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA)</p>

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la **décision n°23/** du Bureau Métropolitain en date du 20 mars 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

d'une part,

ET

L'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion, ayant son siège 5 avenue Garibaldi, 83500 LA SEYNE SUR MER, représentée par **Madame Cristina DE ROBERTIS**, agissant en qualité de Présidente,

ci-après désignée *l'APEA*,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

L'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion (APEA) met en œuvre d'une part, auprès d'un public jeune en difficulté, des actions de prévention spécialisée, en lien avec une démarche d'insertion sociale et professionnelle et d'accompagnement de ces jeunes, et pour ce faire elle fonctionne en réseau sur plusieurs communes de la Métropole.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence prévention de la délinquance, la Métropole TPM, favorise la mise en réseau des acteurs de la prévention et de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant sur plusieurs communes.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de prévention spécialisée de l'APEA intervenant sur plusieurs communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et en particulier à soutenir ses équipes de prévention spécialisée.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE (APEA)

L'APEA s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer La Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif de l'action de prévention spécialisée :

L'Association APEA assure une médiation, une orientation et un accompagnement auprès d'un public de jeunes mineurs, de jeunes adultes en difficulté, de familles et de personnes isolées, par un travail en réseau avec les différents acteurs de l'insertion, du développement social urbain, du logement, de la santé notamment.

L'APEA intervient avec ses équipes de prévention spécialisée, sur deux communes de l'ouest de la métropole TPM :

- **La Seyne-sur-mer,**
- **Six-Fours-les-plages,**

L'action de prévention spécialisée s'articule avec une démarche de médiation sociale, d'insertion sociale et professionnelle, d'hébergement, d'accès au logement, et à des actions liées à la santé

Il s'agit de permettre aux enfants, aux adolescents et aux jeunes majeurs avec le soutien de leurs parents, de participer et de s'intégrer aux activités régulières d'éducation et de socialisation, de faire face aux difficultés qui gênent leur insertion ou leur promotion sociale, de faciliter la transition vers un mode de vie adulte autonome et indépendant

L'un des premiers objectifs est d'accueillir et d'aller à la rencontre des jeunes et de leurs parents dans les cités et le centre ancien

Le second objectif est de favoriser le développement personnel des jeunes et leur intégration sociale et prévenir l'aggravation des ruptures et des conflits.

Le troisième objectif est de favoriser l'insertion sociale, l'intégration scolaire et l'insertion professionnelle.

Durée de l'action : annuelle.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'APEA s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 20 mars 2023 la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'APEA au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant total de **50 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'APEA dans la réalisation de ses projets, en particulier le renforcement de ses équipes de prévention spécialisée.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel global pour l'action à La Seyne sur Mer est estimé à 917 240 €. Les financements prévisionnels sont les suivants :

Métropole TPM	30 604 €
TPM Chantiers Educ PST	10 000 €
Commune de la Seyne	40 805 €
Conseil Régional	31 000 €
Etat	61 728 €
Emplois aidés	1 496 €
Vente presta	1 590 €
Dot et prod tarif	728 985 €
Gestion courante	48 €
Produits exceptionnels	4 623 €
Transferts de charge	6 361 €
<i>Contribution volontaire en nature non comptabilisées 47 693 €</i>	

Le budget prévisionnel global pour l'action à Six-Fours est estimé à 283 024 €. Les financements prévisionnels sont les suivants :

Métropole TPM	20 403 €
TPM Parcours Educ PST	5 000 €
Commune Six-Fours	50 288 €
Conseil Régional	2 000 €
Vente presta	210 €
Dot et prod tarif	197 257 €
Transferts de charges	1 769 €
Produits exceptionnels	6 084 €
Autres produits Gest cour	13 €
<i>Contribution volontaire en nature non comptabilisées 13 556 €</i>	

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'APEA tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'APEA

L'APEA s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à TPM un bilan prévu à l'article 8, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TPM

Le montant de la subvention est arrêté à **50 000 €** (cinquante mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **40 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire,
- Le solde, soit **10 000 €**, sur présentation d'un bilan intermédiaire qualitatif, quantitatif et financier au 30 septembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'APEA par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des biens mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association de Prévention et d'Aide
à l'insertion

La Présidente,
Cristina DE ROBERTIS

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Hubert FALCO